



Le 21 juin 2022

Monsieur le Président du CDAS 31,

Dans ces moments difficiles, sur fond de pessimisme et de défiance, où certains citoyens sont tentés par la bascule vers l'Extrême-Droite, nous devons être vigilants quant au maintien de nos valeurs républicaines et donc à la préservation de nos services publics.

Or, à la DGFIP, le DG M. Fournel (un ancien DG de la DGDDI) a lancé son grand remue méninges en vue de la préparation des nouvelles orientations stratégiques, présentées sous la forme d'une démarche participative inédite.

Il communique sur la "concertation" et promet d'associer les agents aux décisions qui seront prises par le biais d'un « remue méninges » dans le cadre de l'élaboration du contrat d'objectifs et de moyens de la DGFIP pour les trois années à venir. Cette annonce ne relève pas d'une soudaine prise en compte de l'avis des agents mais cherche seulement à les associer ainsi que leurs chefs de service à la logique des suppressions d'emplois.

Il s'agit en réalité d'une action managériale d'envergure dont l'objectif principal est de forcer l'adhésion à des dispositions déjà arrêtées et diffusées aux directeurs lors du cadrage fait par la DG au mois de mars. Pour cela, il est demandé aux agents de parler...mais tout est bouclé d'avance! Rappelons ce que fut la traduction du contrat d'objectifs et de moyens 2019 – 2022: 4 900 suppressions d'emplois...la proximité transformée en enseigne et en sous-traitance symbolique à France Services...Et pour le prochain, la DG veut les idées des agents...

En Douane, le transfert des missions se poursuit vers la DGFIP. Au 1^{er} septembre, la plupart des agents restructurés rejoindront de nouvelles missions. Pour combien de temps ? Où est le sens de tous ces transferts ? On ne s'y prendrait pas mieux pour démotiver des agents attachés aux valeurs du service public.

En cours d'arbitrage depuis plusieurs années, la décision de la création d'une police unique en charge de la sécurité sanitaire des aliments par le transfert des compétences du ministère en charge de l'Economie et des Finances vers le ministère en charge de l'Agriculture et de l'Alimentation a été prise dans la précipitation de la fin de mandat du gouvernement Castex.

L'amertume est grande pour les agents de la DGCCRF qui ont géré avec une réactivité exemplaire les dernières alertes sanitaires alimentaires : oxyde d'éthylène, pizzas Buitoni, ou encore Kinder Bueno.

La perte de ses missions de sécurité alimentaire, les suppressions de postes subies depuis des années ainsi que les menaces qui pèsent sur d'autres missions telles que la sécurité des produits industriels font craindre le pire pour l'avenir de la DGCCRF et de ses laboratoires accrédités rattachés à Bercy. Ce n'est sûrement pas le consommateur qui sera gagnant de cette énième réforme puisque :

- La sécurité des aliments sera désormais coupée de la recherche de fraudes.

- la mise en place de délégations des plans de surveillance et de contrôle de la DGCCRF dans le domaine de la sécurité alimentaire vers le secteur privé est déjà prévue, le ministère gagnant de l'arbitrage se trouvant dans l'incapacité d'assumer ses nouvelles missions, même avec les transferts et créations nettes d'ETP prévues !

Les récents scandales sanitaires ont pourtant démontré la nécessité de réaliser des contrôles réellement indépendants !!!

Face à cette casse généralisée des services publics, l'Action sociale de notre Ministère est elle aussi en danger avec en toile de fond la réforme en cours.

Pourtant, nos agents restructurés ou pas ont besoin plus que jamais de ces actions sociales.

L'ordre du jour de ce CDAS est bien chargé. Nous espérons que cette journée suffira à traiter tous les points de façon correcte et efficace dans l'intérêt de nos collègues.

Les représentant.e.s CGT FINANCES CDAS 31